



**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure n° 2026/ICPE/008
de l'arrêté préfectoral n° 2024/ICPE/398 du 27 décembre 2024 portant mise en demeure
Laiterie du Val d'Ancenis à Ancenis-Saint-Géréon
Installations classées pour la protection de l'environnement**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2005 ICPE 340, en date du 12 décembre 2005, autorisant la société LAITERIE DU VAL D'ANCENIS à exploiter une laiterie à Ancenis-Saint-Géréon et notamment son article 25.1.2 qui stipule que « Pour les stockages de récipients de capacité unitaire supérieure à 800 litres, la capacité de rétention est dans tous les cas de 800 litres minimum ou au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, établi suite à l'inspection du 11 octobre 2024 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 13 novembre 2024 ;

Vu l'arrêté de mise en demeure n°2024/ICPE/398 du 27 décembre 2024 ;

Vu le courrier du 9 janvier 2026 de l'inspection des installations classées proposant la levée de la mise en demeure du 27 décembre 2024 ;

Considérant que l'exploitant a répondu aux obligations qui lui étaient faites dans l'arrêté de mise en demeure n° 2024/ICPE/398 du 27 décembre 2024 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique,

ARRETE

Article 1 : Est abrogé l'arrêté préfectoral n° 2024/ICPE/398 du 27 décembre 2024, par lequel la société LAITERIE DU VAL D'ANCENIS, ZI de l'Hermitage sur la commune d'Ancenis-Saint-Géréon a été mise en demeure de respecter les dispositions fixées à l'article 25.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2005.

Article 2 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.
Elle peut faire l'objet :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai contentieux.

- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6, Allée de l'Île Gloriette 44041 Nantes Cedex), soit dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 3 : La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 13 JAN. 2026

LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis


Marc MAKHLOUF